



**Journée d'action pénibilité
Meeting à Reims
le 16 janvier 2007
intervention de François CHEREQUE**

Chers amis, chers camarades,

Merci à vous tous d'être venus aujourd'hui si nombreux à ce grand rendez-vous. C'est de vous, militants et adhérents CFTD, de vos expériences de terrain, de vos attentes exprimées à Grenoble qu'émane cette initiative. C'est vous qui de vos entreprises, de vos sections, avez décidé de donner de la voix à nos revendications et de la visibilité à nos exigences.

Nous sommes plus de 2000 rassemblés ici à Reims.

Ce n'est pas rien.

Et ce n'est pas tout.

En ce moment même ce sont des milliers de militants et adhérents CFTD qui sont mobilisés dans toute la France.

Bravo à tous, nous avons atteint nos objectifs de mobilisation, nous les avons même largement dépassés !

Je suis fier que la CFTD montre, à travers vous, qu'elle est une force rassemblée et déterminée.

La force d'un syndicat au cœur du monde du travail, à l'écoute des salariés, de leurs difficultés et de leurs attentes.

La force d'un syndicat qui témoigne des réalités, qui débat, qui agit et qui défend les salariés.

La force d'un syndicat tout entier mobilisé contre les injustices et les inégalités, en particulier celles qui touchent l'homme au travail dans ce qu'il a de plus précieux : sa santé.

Si nous sommes ici aujourd'hui, c'est parce que la CFTD a toujours fait du travail une question essentielle. Le travail n'est pas qu'une valeur économique : c'est aussi une valeur sociale. C'est lui qui permet de s'insérer, de conquérir son indépendance. Il doit être organisé de manière humaine et vivable.

Si nous sommes ici aujourd'hui, c'est parce que l'intensification et les accidents du travail, les maladies professionnelles et l'usure prématurée n'ont pas cessé d'augmenter. C'est parce qu'ils touchent durement les personnes, fragilisent ou rompent même parfois leurs parcours professionnels et qu'ils pèsent lourdement sur les comptes sociaux.

Si nous sommes ici aujourd'hui, c'est par ce que nous voulons dire aux salariés, aux chefs d'entreprises, aux responsables patronaux, à tous nos interlocuteurs,

- que pour la CFTD, cette situation inacceptable doit changer,
- que **la pénibilité ne peut plus être une question laissée de côté.**

Non, les fatigues et l'usure au travail n'ont pas reculé avec l'évolution industrielle.
Non, nous n'en n'avons pas fini avec les routines et les cadences infernales.
Non, le travail n'est pas pour tous, stimulant, motivant, et créatif.

Les duretés d'hier et les pénibilités nouvelles sont aujourd'hui le lot de trop de salariés. Ce n'est pas parce que les mots ont changé, que

- les caissières sont devenues des « hôtesse de caisse » ;
- les balayeurs des « agents de surface » ;
- les ouvriers des « opérateurs » ;
- les travailleurs des « ressources humaines » ;

ce n'est pas parce que les mots ont changé que le travail est devenu moins pénible !

Notre syndicalisme ne se paie pas de mots. Il regarde la réalité en face. Loin de nous l'idée de dire que tous vivent mal au travail et voudraient à tout prix le fuir au plus vite, beaucoup de salariés disent même le contraire.

Mais la réalité, c'est que le travail aujourd'hui est parfois *aussi* dur, même s'il l'est souvent *autrement*.

Le capitalisme demande aujourd'hui aux salariés de la réactivité, de la flexibilité, de la polyvalence. S'il a apporté pour certains un enrichissement du travail, c'est souvent, pour un trop grand nombre de salariés, au prix de l'intensification des rythmes de travail et de nouvelles contraintes.

Ces contraintes sont bien rarement l'objet d'un débat collectif. Chacun est devenu individuellement responsable de ses difficultés, personnellement « coupable » de son stress ou de son mal de dos.

Or, la pénibilité au travail, c'est l'affaire de tous, c'est une responsabilité collective.

A la fin des années 1970, la CFDT s'interrogeait déjà sur les « dégâts du progrès ». Elle témoignait de l'importance pour l'action syndicale de prendre en compte l'organisation du travail et ses changements. Depuis notre action dans ce domaine n'a jamais cessé. L'idée que l'homme ne doit pas « perdre sa vie à la gagner » n'est pas un slogan vide de sens. Il est pour la CFDT au cœur de la valorisation du travail.

Il n'y a pas de valeur travail sans emploi de qualité.

Il n'y a pas d'entreprises dynamiques sans salariés respectés et motivés.

Il n'y a pas d'économie ni de société prospères sans salariés en bonne santé.

Alors,

Mesdames et Messieurs les patrons,

Mesdames et Messieurs les décideurs publics,

Mesdames et Messieurs les politiques,

il y a urgence à réagir. Il y a urgence car les constats sont lourds :

- la France est championne d'Europe des accidents du travail et des maladies professionnelles ;
- plus d'un salarié sur 3 est exposé à des produits toxiques.

Il y a urgence car la situation s'aggrave et de nouveaux risques sont apparus :

- les troubles musculo-squelettiques sont en constante augmentation ;
- le nombre de salariés victimes chaque année de maladies professionnelles et ou d'invalidité a doublé en 5 ans ;

Enfin, il y a urgence, car les inégalités se creusent et touchent toujours les mêmes salariés :

- les femmes, qui représentent 80% des travailleurs pauvres, le plus souvent à temps partiel imposé, dans les métiers peu ou pas qualifiés ;
- les salariés des petites et moyennes entreprises qui n'ont pas accès à la prévention ;
- les travailleurs les plus précaires qui ne peuvent refuser ni même discuter les conditions de travail qu'on leur impose.

A cette inégalité des conditions de travail s'ajoute une autre injustice, plus douloureuse encore : l'inégalité de l'espérance de vie. Derrière la moyenne de l'espérance de vie qui globalement s'allonge et qui nous réjouit tous, se cache en effet l'intolérable. En France, 8 années d'espérance de vie séparent les ouvriers des cadres et cet écart est l'un des plus grands d'Europe !

Ça, un syndicaliste ne pourra jamais l'accepter !

Vous les patrons,

Vous qui voulez que les salariés travaillent davantage et plus longtemps, faites en sorte déjà qu'ils puissent travailler mieux et partir à l'âge de la retraite en bonne santé !

Vous qui êtes soucieux des charges qui pèsent sur les entreprises, sachez que la pénibilité pèse lourd !

- Elle pèse lourd sur l'assurance maladie : chaque année, plus de 460 000 personnes sont en invalidité dont la moitié est liée aux mauvaises conditions de travail, sans compter les arrêts en longue maladie.

- Elle pèse lourd sur le chômage : actuellement 415 000 salariés de plus de 57 ans éliminés des entreprises parce que trop chers, trop vieux, trop usés par le travail, sont indemnisés et dispensés de recherche d'emploi.

Ce ne sont pas seulement les salariés victimes de la pénibilité, c'est toute la société qui a besoin que l'on stoppe cette spirale de dégradation des conditions de travail. Il dépend de vous, chefs d'entreprise que la situation change et la CFDT est déterminée à vous faire entendre raison.

La meilleure façon de lutter contre la pénibilité c'est de ne pas la créer. **Nous voulons faire de la prévention, un point de passage obligé dans toutes les organisations de travail.**

Pour y contribuer il faut encourager les bonnes pratiques et pénaliser davantage les mauvaises.

- les employeurs ne sont pas assez incités à prévenir l'usure et les risques au travail ;

- et pas assez sanctionnés lorsqu'ils pilotent dangereusement leurs entreprises.

On meurt aujourd'hui plus d'accidents et de maladies liés au travail que d'accidents de la route ! A quand des radars automatiques et les retraits de permis pour les patrons chauffards ? **A quand une grande cause nationale contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ?**

Nous voulons faire de la prévention et de l'amélioration des conditions de travail une obligation qui ne s'arrête pas aux portes des petites et moyennes entreprises. Pour cela il faut créer une représentation collective en santé et sécurité au travail adaptée aux petites et moyennes entreprises. Cela est possible puisque nous l'avons fait dans le secteur de la production agricole

Prévenir, c'est aussi faire en sorte que le travail pénible ne soit pas l'horizon de toute une vie professionnelle. Avoir un travail pénible est une chose, c'en est une autre d'y passer toute sa vie ! Encourager les changements d'emplois et de métiers par la formation, anticiper et préparer ces transitions par la gestion prévisionnelle des emplois, c'est l'un des enjeux de la sécurisation des parcours professionnels que défend la CFDT.

Si l'on ne veut pas que les générations qui entrent aujourd'hui sur le marché de travail soient les travailleurs usés de demain, il est crucial d'investir vite et massivement :

- dans la formation,
- et dans la validation des acquis de l'expérience

Parce qu'il vaut mieux permettre à un maçon de 45 ans de devenir formateur professionnel, que de lui imposer la pré-retraite, le chômage ou l'invalidité à 50 ans.

* * *

Mais malheureusement, pour certains aujourd'hui, il est déjà trop tard pour la prévention.

Pour eux, nous exigeons une réparation à la hauteur des préjudices subis. Une réparation par une cessation anticipée d'activité proportionnelle à la pénibilité que le salarié a subie tout au long de sa carrière.

Cette réparation, c'est à l'entreprise de l'assumer. C'est elle qui tire profit de la santé des salariés ! C'est elle qui doit réparer les préjudices causés !

Sur cette question les grandes entreprises ont une responsabilité particulière. Les grandes entreprises savent s'afficher comme responsables et « éthiques ». Elles se vantent d'offrir à leurs salariés des conditions de travail à la hauteur de leur image de marque. Mais combien se soucient de l'envers du décor, des nombreuses entreprises sous-traitantes ou des intérimaires sur lesquels elles renvoient leurs contraintes ?

Combien n'hésitent pas pour maintenir leur profit, en réduisant les coûts, à détruire l'emploi et la santé de ces salariés qu'elles ne veulent pas connaître ? Vous le savez mieux que d'autres, vous les militants des Ardennes présents aujourd'hui, salariés des entreprises sous-traitantes du secteur automobile, qui êtes les premiers touchés quand le marché automobile s'essouffle.

Nous exigeons des grandes entreprises qu'elles assument toutes leurs responsabilités et prennent en compte les risques et les dégâts qu'elles causent directement ou indirectement lorsqu'elles confient à d'autres des tâches qui leur sont indispensables. La santé et l'intégrité physique des salariés ne peuvent dépendre de la taille de leur entreprise et de leur place dans l'organisation de la production. Nous revendiquons les mêmes droits à la santé et à la prévention pour tous les salariés !

Enfin, c'est aussi l'Etat employeur que nous interpellons aujourd'hui.

Car la pénibilité existe aussi dans les fonctions publiques : le stress, les charges lourdes, l'intensification du travail font parfois partie des réalités quotidiennes. L'Etat et les collectivités locales tardent à prendre la vraie mesure des atteintes à la santé de leurs salariés. L'inertie et les résistances y sont fortes là aussi. La reconnaissance, la prévention et la réparation de la pénibilité ne se feront pas plus spontanément que dans le privé.

Nous devons compter sur notre mobilisation pour mettre ces sujets à l'ordre du jour des négociations. Nous exigeons de l'Etat comme du patronat des réponses.

* * *

Nous nous trouvons aujourd'hui à un moment décisif.

En 2003, lors du débat sur les retraites, grâce à notre détermination, nous avons obtenu de l'Etat un délai de trois ans pour négocier avec le patronat une prise en compte de la pénibilité. **Sur un tel enjeu, nous avons un devoir de réussite.**

Nous avons d'ores et déjà gagné une première bataille décisive sur la pénibilité. **Parce que nous avons su nous engager en 2003 en posant nos exigences, nous avons permis à des centaines de milliers de salariés ayant eu une carrière longue et très souvent dans des métiers pénibles, de partir à la retraite plus tôt.** Ils sont dans le privé près de 350 000 à être déjà partis, ils seront 500 000 d'ici 2008. Il a fallu ferrailer dur dans les fonctions publiques pour que l'équité soit respectée, et qu'enfin les carrières longues là aussi soient prises en compte. Malgré le décalage ce sont plusieurs milliers d'agents de l'Etat et des collectivités locales qui vont maintenant en bénéficier.

N'oublions pas que ces acquis sont ceux de la CFDT et d'elle seule. Soyons fiers parce que ces acquis sont d'abord une grande mesure de justice sociale. En effet, elle concerne 80% d'ouvriers principalement des petites et moyennes entreprises.

Mais notre tâche n'est pas achevée et les trois ans que nous avons pour négocier sur la pénibilité sont écoulés. Le patronat a joué sur tous les registres pour ne pas s'engager. Et nous sommes aujourd'hui au point mort.

L'attitude du patronat est indécente, irresponsable, incohérente !

- Indécente parce que les entreprises ne peuvent continuer à consommer des salariés comme on consomme des biens et des machines en s'en débarrassant quand elles présentent des faiblesses ou des signes d'usure.

- Irrresponsable parce que les entreprises ne peuvent continuer de s'arroger un droit de tirage sur la solidarité nationale pour s'exonérer de leurs responsabilités.

- Incohérente parce que les entreprises ne peuvent revendiquer un rôle des partenaires sociaux dans les transformations sociales par la négociation, seulement quand ils en ont envie.

Le travail, sa qualité et la santé des salariés sont pour nous des valeurs et des biens qui appartiennent à toute la société. Nous ne laisserons pas le patronat les gaspiller ! Les choix et les décisions que nous devons prendre sur ces questions vont impacter fortement l'avenir. Ces choix de société on ne peut les esquiver ! **Si le patronat ne l'a pas compris et s'entête dans l'immobilisme, alors, c'est lui qui nous contraindra à obtenir par la loi ce qu'il a refusé de fixer par la négociation !**

Car ce bras de fer, contrairement à d'autres syndicats, nous avons décidé de le tenir jusqu'au bout. **La CFDT ne s'avoue jamais vaincue avant que la bataille n'ait été menée à son terme.**

C'est notre conception du dialogue social,
c'est notre conception de la défense des salariés,
c'est notre conception du syndicalisme de résultat !

* * *

Chers amis, chers camarades,

Avant de nous quitter, une fois n'est pas coutume, quelques mots sur l'actualité politique.

Nous sommes entrés dans une période importante pour notre démocratie : celle de la campagne présidentielle et des élections législatives qui vont suivre. Ces élections doivent permettre de véritables choix pour l'avenir de notre pays. Si le contexte prête au pessimisme et peut nous rendre tous inquiet, il est aussi chargé d'une immense source d'énergies nouvelles.

La France est un des pays les plus riches du monde et pourtant on y voit des inégalités s'accroître :

- 7 millions de pauvres dont 2 millions de travailleurs
- encore plus de 9% de chômeurs
- près d'1 million de logements manquants.

Cette situation est pour beaucoup de citoyens inconcevable et inacceptable.

Elle est pour nous militants CFDT d'autant plus inacceptable que nous sommes convaincus qu'il est possible de changer la donne, de réduire ces inégalités. Mais encore faut-il les comprendre, les regarder en face et vouloir les combattre. Ce sont des objectifs que s'est donnés la CFDT mais elle ne peut les atteindre seule.

Combattre les inégalités, répondre aux attentes des citoyens, tracer une vision de l'avenir pour notre pays c'est avant tout le rôle du politique.

Si certains ont perdu confiance et espoir dans l'action politique c'est que leur défiance a des causes bien réelles :

- tous ceux qui désespèrent de trouver une place dans la société et d'y progresser,
- tous ceux qui subissent les inégalités face à la formation, face l'emploi, face à la santé, face au logement, face aux perspectives d'avenir, pour eux et pour leurs enfants.

Ce sont toutes ces personnes, tous ces citoyens désemparés, meurtris par un quotidien trop dur et trop injuste que la politique, doit impérativement reconquérir.

Nous ne sommes pas de ceux qui se complaisent à dévaloriser le politique. Nous ne vivons ni de ses échecs ni de ses errements. Nous ne sommes pas davantage en relation de concurrence avec elle et encore moins de dépendance. **Nous voulons au contraire une action politique forte et efficace.**

Nous voulons qu'elle soit le reflet d'une démocratie dynamique et confiante dans les valeurs qu'elle se donne. **Pour progresser la démocratie sociale a besoin d'une démocratie politique plus forte et plus vivante. C'est au bout, la démocratie toute entière qui gagnera !**

Dans cette campagne présidentielle, le syndicalisme porte une responsabilité. Parce que nous sommes, parce que vous êtes, vous les militants, les démocrates de terrain comme je vous le disais à Bercy en 2002, les premiers témoins de la réalité, des difficultés et des attentes des salariés. Nous avons la responsabilité de poser aux candidats les véritables questions et d'exiger qu'ils y répondent. **Nous avons la responsabilité de peser sur le débat public pour qu'il ne se détourne pas des enjeux essentiels pour l'avenir de notre pays.**

Ces enjeux, vous les connaissez, ils ont été au cœur de nos débats de Grenoble et des choix de notre résolution de congrès.

- c'est les moyens d'une croissance durable forte en emplois et soucieuse de l'environnement ;
- c'est l'avenir de nos systèmes de protection sociale et le renforcement de la cohésion sociale ;
- c'est notre pouvoir d'achat ;
- c'est enfin la qualité de notre dialogue social.

Sur ces questions nous ne voulons plus de promesses dont on sait pertinemment qu'elles ne seront pas tenues.

Nous ne voulons plus de slogans simplistes et trompeurs comme le « travailler plus pour gagner plus » qui se moque des salariés ; qui se moque de tous ceux qui voudraient bien augmenter leurs horaires à temps partiel, comme de ceux qui savent bien que c'est le patron qui décide des heures supplémentaires.

Nous ne voulons plus des propos irréalistes comme celui de l'abrogation de la réforme de retraites de 2003. Veulent-ils vraiment revenir aux 37 ans et demi de cotisations pour certains et à 46 ans de cotisations pour d'autres ? Alors qu'ils le disent clairement !

Nous voulons, la CFDT veut :

- que les vérités soient dites,
- que se tiennent des débats de fond,
- que les réponses soient données,
- que des choix puissent être clairement faits par les citoyens.

En 2002, nous avons été privés de ces choix, nous l'avons payé cher. En 2007, nous voulons choisir notre avenir

* * *

Forts de notre autonomie et de nos valeurs, forts de nos combats et de nos engagements, nous avons, je l'ai dit, un rôle à jouer pour redonner aux citoyens le goût de la politique.

Car lorsque la CFDT s'exprime, tout le monde sait qu'elle dit ce qu'elle pense et qu'elle fait ce qu'elle dit. **Car lorsque la CFDT s'engage que ce soit pour soutenir une réforme ou s'opposer à une mesure inacceptable, elle le fait en prenant en compte l'intérêt général.**

C'est parce que notre action est juste, que notre parole est crédible que nous sommes attendus et qu'ensemble nous avons un rôle à jouer.

- nous sommes implantés durablement dans tous les secteurs professionnels ;
- nous sommes enracinés dans la société ;
- nous sommes capables de rassembler et de relever le défi d'une action collective large et cohérente.

Ensemble *vous* avez un rôle à jouer.

Vous êtes délégués du personnel, élus des comités d'entreprise, membres des CHSCT, délégués syndicaux, représentants des commissions paritaires de la fonction publique.

Vous écoutez, vous informez, vous défendez, vous vous impliquez.

Ensemble vous faites vivre la démocratie sociale. Ensemble vous contribuez à la cohésion sociale de notre pays.

C'est en faisant notre travail de syndicalistes qu'ensemble nous renforcerons la démocratie.

Nous n'attendons pas le verdict des élections politiques, notre travail ne souffre d'aucune pause. Notre action est celle de tous les jours et de tous les instants dans les entreprises, dans les services et dans les administrations.

La CFDT a manifesté aujourd'hui sa détermination et sa capacité de mobilisation sur ce dossier difficile de la pénibilité. Mais nous n'en resterons pas là !

Nous continuerons à défendre nos convictions. Nous continuerons à faire pression. Nous saisirons toutes les occasions, pour affirmer ensemble que le travail est au coeur de notre action ! pour exiger ensemble qu'aucun salarié ne perde sa vie à la gagner !